

ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Plébiscite pour la gestion centralisée

**Fin du suspense autour de la gestion du fonds des œuvres sociales de l'éducation. Les travailleurs du secteur ont opté pour une gestion centralisée avec 61,87% des voix. Prochaine étape, l'élection des membres des commissions de wilaya et du président de la commission nationale.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -** A l'issue d'une mobilisation record avec un taux de participation de 90%, les adeptes de la gestion centralisée ont obtenu le plus de voix. Les premiers résultats rendus publics sont, en effet, sans appel. Pas moins de 61,87% des travailleurs ont voté en faveur de la gestion centralisée, soit 298 453 voix des 542 048 inscrites sur les listes électorales du secteur, tandis que la gestion locale des œuvres sociales a remporté 38,14%,

soit 183 965 voix. Les résultats ne seront, cependant, proclamés de manière officielle que mardi, après l'étude des recours introduits par certains syndicats.

A l'issue de l'élection des membres des commissions de wilaya, une rencontre nationale sera tenue le 24 décembre pour élire le président de la commission nationale et les vice-présidents avec la participation des représentants des 47 wilayas et les trois directions de l'éducation de la capitale (centre, est et ouest). Ce n'est qu'à ce terme que sera achevé un processus qui aura été long avec un consensus des plus fragiles. Sans surprise aucune, les syndicats ayant fait campagne pour la centralisation faisaient hier état de leur satisfaction. L'Unpef et le Cnapest, qui, dès le début, ont défendu cette option, se félicitaient du choix des travailleurs de l'éducation tandis que le SNTE

dénonçait des irrégularités. Des recours ont été introduits au sujet de cas de dépassements signalés par ce même syndicat. Plus nuancé, le coordonnateur du Snapest, qui avait fait campagne pour la centralisation au niveau des établissements scolaires, a félicité «tous les fonctionnaires pour ce vote démocratique». Dans une déclaration faite hier Meziane Meriane estimait qu'«une analyse des premiers résultats nous fait constater que malgré toutes les embûches dès le départ, malgré le mode de scrutin inique, le résultat de 38,20% pour le bulletin 2 est appréciable». Précisant que le combat était loin d'être fini, il dira que «le Snapest était dans l'opposition concernant la gestion ancienne, il demeurera opposant farouche à la nouvelle gérance, on sera très attentif à toutes les dépenses des œuvres sociales pour que ces dernières reviennent aux nécessiteux».

Posant la problématique du contrôle, il dira qu'«aucun organe de contrôle n'est prévu par le décret présidentiel 82-303, mais on restera très attentif et vigilant à toutes les dépenses. La récupération des biens anciens des œuvres sociales se fera par une commission gouvernementale, chose que le Snapest désapprouve totalement. On aurait aimé amender le décret 82-303 pour empêcher les élus des commissions nationale et des wilayas de bénéficier de 20% du budget des œuvres sociales et utiliser ces 400 milliards pour les nécessiteux de l'éducation». Et de conclure : «Hier nous avons combattu avec honneur et loyauté pour la récupération des œuvres sociales, aujourd'hui ne peut être que pour la continuité du combat d'hier pour le contrôle rigoureux de la gestion des œuvres sociales.»

N. I.

IL DEVAIT SE TENIR DEVANT LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Le sit-in des corps communs empêché

**Le sit-in des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation, prévu jeudi devant le Palais du gouvernement, n'a pas eu lieu. Un important dispositif sécuritaire a été mis en place pour empêcher le rassemblement.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** A l'appel de leur syndicat, les ouvriers professionnels, les secrétaires, les agents de laboratoire, les attachés d'administration, les documentalistes et les informaticiens du secteur de l'éducation nationale sont venus de toutes les wilayas pour tenter de se rassembler devant le Palais du gouvernement.

Peine perdue pour ces protestataires qui n'ont pas réussi à aller au-delà la Grande-Poste où ils ont été interpellés et embarqués dans les fourgons de la police. Le Syndicat national des corps communs et ouvriers professionnels de l'éducation (Sncopen), initiateur de cette action, parle de près de 700 arrestations.

Après plusieurs tentatives qui n'ont pas abouti à amener le ministre de tutelle à prendre en charge leurs revendications, les corps communs ont décidé d'exposer leurs préoccupations au Premier ministre. Une tentative avortée, mais qui est, cependant, loin de détourner ce corps, qui compte 130 000 fonctionnaires, de sa plate-forme de revendications.

«Cette ultime répression des pouvoirs publics ne risque pas d'entamer notre détermination à aller jusqu'au bout de nos revendications», a tonné M. Behari, président du Syndicat des corps communs, qui dénonce «la discrimination injuste et injustifiée flagrante faite à l'endroit de ces travailleurs sans lesquels rien ne peut fonctionner au niveau des établissements scolaires».

Le syndicat réclame la «révision de la classification catégorielle et de la promotion interne de l'ensemble des corps, spécialement les ouvriers professionnels qui vivent au-dessous

du seuil de pauvreté, l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels dans le décret exécutif 08/315 en incluant l'octroi de la prime pédagogique aux laborantins et la prime de documentation aux documentalistes, aux administratifs et aux informaticiens avec effet rétroactif à compter de l'année 2005». Ce même syndicat réclame «la généralisation

du bénéfice de la prime du Grand-Sud et de la prime du logement, la généralisation de l'octroi de la prime de rendement aux taux de 40% au lieu de 30% au profit des corps communs et ouvriers professionnels et un statut particulier du personnel des agents de sécurité» et dénonce «avec fermeté le mépris à l'encontre des corps communs et ouvriers pro-

fessionnels caractérisé par les récentes révisions des régimes indemnitaires uniquement des corps pédagogiques».

Le syndicat des corps communs, qui se dit déterminé à faire aboutir ses revendications «légitimes», promet de revenir à la charge avec d'autres actions.

S. A.

ZONE INDUSTRIELLE DE ROUBA

Démonstration de force réussie des travailleurs de la SNVI

**Démonstration de force réussie au niveau de la zone industrielle de Rouiba (Alger). Ce jeudi, à l'appel de leurs représentants syndicaux, les travailleurs de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) ont observé un sit-in de protestation devant les directions de leurs unités respectives. Durant deux heures, les travailleurs et leurs représentants syndicaux ont dénoncé «la mauvaise gestion à tous les niveaux de leur entreprise».**

**Abder Bettache- Alger (Le Soir)** -Comme annoncée dans notre dernière édition, la zone industrielle de Rouiba a renoué avec la contestation sociale. Jeudi dernier, ils étaient des centaines à observer un rassemblement de protestation pour dire «non à la mauvaise gestion de leur entreprise», mais également «pour dénoncer le retard délibéré mis dans la finalisation du projet organisation du groupe SNVI». En effet, les protestataires, qui ont bénéficié du soutien des structures syndicales de base, ont saisi cette opportunité pour «interpeller les décideurs et leur demander de prendre en charge, en toute urgence, les revendications des travailleurs et mettre fin aux agissements irresponsables de certains dirigeants afin d'éviter de voir la stabilité sociale de l'entreprise menacée». Dans le cas contraire, les représentants des tra-

vailleurs de la SNVI n'excluent pas le recours «à d'autres actions qui seront engagées avec l'ensemble du collectif pour faire cesser ces injustices et remettre l'entreprise sur la voie du développement». Lors du rassemblement de ce jeudi, les travailleurs et les syndicalistes ont crié haut et fort leur colère face à ce qu'ils qualifient de «gestion opaque du dossier de partenariat», tout en dénonçant «le rappel sous toutes les formes et à tous les niveaux des responsables mis en retraite, et ce, en violation de la réglementation en vigueur».

Pour rappel, le syndicat d'entreprise de la SNVI, avait lancé mercredi dernier un appel à un rassemblement à l'ensemble des travailleurs et syndicalistes qui se veut comme un «dernier avertissement», avant une démonstration de force sous l'égide de la Coordination syndicale de la zone industrielle de Rouiba sous la houlette de l'Union locale. Dans leur appel, les représentants des travailleurs de la SNVI justifient ce

recours à la protestation «par le retard dans la mise en œuvre du projet d'organisation du groupe SNVI, le manque de transparence et de visibilité concernant le dossier de partenariat ou encore la mauvaise volonté clairement affichée par la direction générale lors des négociations relatives aux modalités d'attribution de la médaille de mérite, conformément à l'accord collectif du 5 septembre 2011».

Cette montée au créneau des syndicalistes de l'ex-Sonacome intervient au lendemain de la réunion qui a regroupé l'ensemble des structures syndicales recensées au niveau de la zone industrielle de Rouiba et lors de laquelle les représentants des travailleurs ont affiché ouvertement leur «détermination à aller au bout de leurs revendications».

Depuis cette réunion, aucune suite favorable n'a été donnée aux doléances des syndicalistes. Mieux, les différentes correspondances, adressées respectivement en date des 1<sup>er</sup> et 6 décembre au ministre du Travail et de l'Emploi et à celui de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, n'ont connu aucune suite favorable. Une situation qualifiée de «mépris» à l'égard du monde du travail, «d'où le recours à

une démonstration de force». En date du 1<sup>er</sup> décembre 2011, une correspondance adressée au ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, portant la signature du premier responsable de la Centrale syndicale, fait état de la situation qui prévaut au niveau de la zone industrielle de Rouiba.

«Notre organisation a toujours recommandé à ses instances et structures de régler les différends, quelle que soit leur nature, dans le cadre du dialogue et de la concertation afin d'éviter tout dépassement de situation et maintenir la stabilité dans l'entreprise et la paix sociale.

Et c'est à l'effet d'une intervention de votre part auprès de ces entreprises pour mettre fin à ces dépassements et ouvrir les portes du dialogue et du respect de la volonté des travailleurs et de leur représentation syndicale que nous vous demandons de bien vouloir concourir à la stabilité du climat social dans une zone industrielle névralgique», lit-on dans ladite lettre. Or, c'est face à ce mutisme que les cadres syndicaux de la zone industrielle, dont le fer de lance reste incontestablement l'entreprise SNVI, ont décidé de prendre le taureau par les cornes et passer à l'action.

A. B.

EL TARF

Les enfants de Frantz Fanon visitent la tombe de leur père

**C'étaient des moments de retrouvailles, d'émotion intense et de souvenirs encore vivaces que la journée de jeudi dernier où la famille de Frantz Fanon son fils Olivier, accompagné de sa femme et sa fille Mireille, ont visité la tombe de leur défunt père enterré dans le cimetière des martyrs de la commune de Aïn El Karma, dans la wilaya d'El Tarf.**

Il y avait foule dans le cimetière, la population, venue en nombre de la commune en question, a voulu être présente pour dire à la famille de Fanon que les Algériens n'oublieront jamais son sacrifice pour l'indépendance de l'Algérie. Interrogé, Olivier s'est dit «très ému de sa présence dans cette région d'Algérie et qu'en France, on évoque le devoir de

mémoire pour les Français mais dans notre pays, nous avons plutôt une obligation de mémoire». Pour sa part, Mireille a été incisive dans sa réponse à la question du *Soir d'Algérie* sur la repentance de la France pour ses crimes en Algérie. «Ce n'est plus seulement de repentance de la France qu'il s'agit. Mais de juger ce pays au niveau du TPI (Tribunal pénal interna-

tional) pour les innombrables crimes commis dans notre pays. Malheureusement, l'Algérie n'est pas signataire de ces conventions. Il faut savoir que les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles.» La famille de Fanon, accompagnée d'une délégation importante venue d'Alger, a noté l'accueil chaleureux de la population ainsi que celui des autorités.

Il est à noter que la prochaine édition du colloque sur la pensée de Fanon de la wilaya d'El Tarf se tiendra le 6 décembre 2012. Soit à l'occasion du 51<sup>e</sup> anniversaire de sa mort. **Daoud Allam**

LE MOUDJAHID ALILAT RACHID DIT «SI RACHID UGTA» S'EN VA

Un foule nombreuse lui a rendu un vibrant hommage à Sidi-Aïch

Le moudjahid Rachid Alilat, connu sous le nom de «Si Rachid UGTA», n'est plus. Il a rendu l'âme mercredi dernier à l'âge de 79 ans des suites d'une longue maladie. Issu d'une famille nationaliste, il adhéra très jeune au mouvement scout, puis au mouvement nationaliste. Les funérailles du moudjahid Si Rachid se sont déroulées au milieu de la journée de jeudi dans son village natal, Ikhlidjene à Tinebdar (Sidi-Aïch), en présence d'une foule nombreuse, des autorités de la wilaya et de la daïra de Sidi-Aïch qui ont tenu à lui rendre hommage. Parmi les présents, il y avait également l'ex-président de l'APN, Karim Younes, des députés de Béjaïa, les maires de Sidi-Aïch et El Flaye ainsi qu'une cinquantaine d'anciens compagnons d'armes qui sont venus, malgré leur âge et pour certains leur handicap, lui rendre un hommage mérité. Pour la circonstance, deux officiers de l'ALN, à savoir le lieutenant Azlat Méziane et le lieutenant Mohand Larbi Mezouari, ont tenu dans leur oraison funèbre à mettre en relief le parcours exceptionnel de Si Rachid Alilat pendant ses cinq longues années passées au maquis à leurs côtés. Ils diront aussi que le souvenir de Si Rachid Alilat restera à jamais gravé dans la mémoire que tous ceux qui l'ont connu et estimé.

A. K.